

Faim de pain, faim de livres, faim de vivre

Cameroun

QUELLE ÉCOLE ?

Pour expliquer ce sentiment général d'insatisfaction, le Pr. Hubert Mono Ndjana, enseignant de philosophie à l'Université de Yaoundé I, interrogé par Xinhua, résume les maux qui minent le système éducatif en mettant en cause le choix d'un « *mauvais système sur arrière-fond d'économie néolibérale, capitaliste à outrance, où il faut vendre les livres de Hachette, de Hatier, de Bordas. Un enfant de huit ans a un sac de livres qui pèse plus que son propre poids quand il va à l'école primaire* ».

De ce « *foutu système capitaliste où il faut vendre des livres après avoir négocié avec des auteurs, avec des éditeurs* », est née « une pédagogie livresque ». C'est-à-dire qu'aujourd'hui, les parents ont recours aux répétiteurs pour l'encadrement de leurs enfants.

Avec un taux de scolarisation croissant, estimé à plus de 80%, et une croissance démographique tournant autour de 2,7 à 2,8% par an, le Cameroun souffre d'une insuffisance criarde d'infrastructures et même d'enseignants. À cause des programmes d'ajustement structurel imposés dans les années 80 par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, la formation avait été ralentie et les écoles d'instituteurs ont fermé.

« *La conséquence, c'est qu'il y avait des écoles avec un seul maître. Ça posait même déjà un problème de niveaux : comment un seul maître peut enseigner dans un même espace à des élèves de différents niveaux ? Un seul maître qui fait à la fois la SIL, la maternelle, le cours préparatoire,*

le cours élémentaire, le cours moyen et qui prépare le CEPE, il ne faut pas s'étonner des résultats lamentables que nous avons aujourd'hui », éclaire le philosophe.

Face à cette situation, quand ce ne sont pas les établissements français, Fustel de Coulanges à Yaoundé et Dominique Savio à Douala, où la scolarité est très élevée, les familles fortunées envoient carrément leurs enfants en Europe, dès le secondaire.

« *Combien de familles peuvent se payer le luxe d'une scolarité de un million de francs par an ? Cela veut dire que les enfants de Monsieur-tout-le-monde vont dans les écoles au rabais* », observe le Pr. Mono Ndjana.

(Web : Pambazuka News, 11/06/11)

Canada

LA FAIM DES ENFANTS

Comment se fait-il qu'on dénombre autant d'enfants pauvres aujourd'hui qu'il y a vingt ans alors qu'on s'engageait à éradiquer la pauvreté infantile au Canada avant l'an 2000 ? Le réalisateur Mark Chatel a mené son enquête et on apprend que pas moins de 700 000 enfants ne mangent pas à leur faim au pays. Le docteur Gilles Julien définit les terribles répercussions d'un tel état de chose alors que des hommes politiques expliquent qu'ils ont dû faire face à la course au déficit zéro, à la crise asiatique, aux marchés financiers pour sauver le Canada du déséquilibre financier qui aurait pu être dramatique, sacrifiant ainsi la chasse à la pauvreté.

La faim d'un pays, à RDI,
ce dimanche, 18h.

(Web : Cyberpress, 26/06/11)

Sri Lanka

AU DÉTRIMENT
DES PÊCHEURS

Sur la côte nord-ouest du Sri Lanka, dans le district de Puttalam, la presqu'île de Kalpitiya, avec ses multiples petites îles connues pour abriter une faune et une flore sous-marine d'exception, s'étend entre l'océan Indien et le lagon de Puttalam. Ces richesses naturelles et le potentiel touristique de ces îles que le gouvernement sri-lankais a décidé de développer par des projets difficilement compatibles avec la protection d'écosystèmes fragiles, sont à l'origine des fortes tensions qui ont éclaté ces derniers mois parmi les populations de pêcheurs de Kalpitiya. Menacés de disparition tout comme l'environnement dont ils dépendent pour leur survie, les pêcheurs se voient dépouillés de tout droit de propriété et de pêche. Sur la presqu'île de Kalpitiya et les quatorze îles qui l'entourent, toutes concernées par les projets d'aménagement touristique, plus de dix mille personnes qui n'ont que la pêche comme moyen de subsistance se voient refuser l'accès à leurs lieux de pêche traditionnelle.

(Web : Église d'Asie 15/06/11)

Sud-Soudan

ENFANT SOLDAT

Michael David (nom d'emprunt) n'a pas eu une enfance comme les autres. Pendant les onze premières années de sa vie, il a été enfant soldat et enfant des rues et fait partie du million d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire, au Sud-Soudan. Mais aujourd'hui, sa vie est peut-être en train de changer [...]

« Au bout d'environ deux ans passés à la caserne, mon frère et moi ne pouvions plus supporter ces souffrances : on ne nous donnait souvent pas à manger et les autres soldats nous mal-

traitaient. Mon frère nous a convaincus, moi et un autre garçon, qu'on devait essayer de s'échapper et finalement, c'est ce qu'on a fait. [...] L'année dernière, une travailleuse sociale m'a trouvé dans la rue et m'a parlé de réhabilitation. Elle a essayé de me ramener chez moi mais on m'a renvoyé parce que ma mère n'habitait plus là. On m'a ensuite emmené dans un centre [de réhabilitation] où je suis resté pendant trois mois. La travailleuse sociale m'a dit qu'on me chercherait une famille d'accueil. On m'en a trouvé une et j'étais censé habiter chez ces gens, mais ils étaient méchants avec moi. Ils ont vendu mon uniforme d'écolier et mes livres. Alors, je suis retourné vivre dans la rue. [...]

Cette année, ma travailleuse sociale m'a accueilli chez elle et a veillé à m'inscrire à l'école. Aujourd'hui, je suis en CE1. J'aime beaucoup l'école. On m'a dit qu'on me trouverait une autre famille, sans doute un membre de ma famille, qui recevrait une aide pour que je puisse continuer d'aller à l'école. [...]

Aller à l'école m'a aidé à arrêter de boire et de sniffer de la colle. Mais je n'ai pas encore réussi à arrêter de fumer des cigarettes ».

(Web : All Africa, Irin, 04/07/11)

Union européenne

L'EUROPE COUPE LES
VIVRES AUX PLUS DÉMUNIS

« La décision de la Commission européenne a tétanisé les milliers d'associations qui, sur le Vieux Continent, aident les plus démunis : le budget alloué à l'aide alimentaire va être réduit de 80% », rapporte *Le Soir*. Cette décision qui réduit à la portion congrue dès 2012 (de 500 à 113 millions d'euros) l'aide aux associations qui fournissent au sein de l'UE des vivres aux plus démunis, résulte d'une décision juridique. « L'idée d'un système

de solidarité permettant de redistribuer les surplus agricoles sous forme d'aide alimentaire aux plus démunis a été mise en œuvre (au cours de l'hiver 1986-87) par Jacques Delors, alors président de la Commission européenne. [...] Mais depuis une dizaine d'années, les surplus alimentaires ont baissé. Ils ont alors été convertis en une autre forme d'aide : 1% du volume financier de la PAC, soit 500 millions d'euros, devait financer le programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis (PEAD). Certains pays comme l'Allemagne et la Suède ont saisi la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), estimant que cette enveloppe

constituait une aide purement sociale sans lien avec la PAC », explique Le Soir.

En avril, la Cour leur a donné raison en annulant le droit d'attribuer une partie du budget de la PAC à la distribution de denrées alimentaires via des associations caritatives. La Commission n'a pas fait appel. Selon la dernière analyse d'impact du PEAD, plus de 13 millions de personnes en Europe bénéficiaient du programme en 2006, tandis que 43 millions de personnes étaient menacées de pauvreté alimentaire dans l'UE à vingt-cinq.

(Web : PressEurop 01/07/11)